

Accord collectif

**PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES
DES COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Bretagne)
(20 mai 2005)**

(Etendu par arrêté du 17 janvier 2006,
Journal officiel du 27 janvier 2006)

AVENANT N° 3 DU 6 OCTOBRE 2014

NOR : AGRS1597009M

Entre :

Les fédérations départementales des CUMA de Bretagne,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Bretagne ;

La FNAF CGT de Bretagne ;

La CFTC-Agri de Bretagne ;

Le SNCEA CFE-CGC de Bretagne ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire », II « Garantie invalidité », le quatrième alinéa est modifié comme suit :

« Le salaire brut pris en compte correspond à 1/12 des salaires bruts soumis à cotisations perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise. »

Article 2

A l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire », III « Garantie décès », 1 « Capital décès », le neuvième alinéa est modifié comme suit :

« Le salaire brut pris en compte correspond aux salaires bruts soumis à cotisations perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant le décès ou, en cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, au salaire moyen mensuel brut du salarié multiplié par 12 mois. »

Article 3

A l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire », IV « Dispositions communes », le paragraphe 1 « Cotisations » est complété par les dispositions suivantes :

« a) Suspension du contrat de travail

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisations pour tout mois complet civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation pour la garantie décès et incapacité permanente professionnelle est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur.

b) Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant en annexe, pour information).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention de la prestation, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 4

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au premier jour du trimestre civil qui suit la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et pour une durée indéterminée.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE de Bretagne.

Fait à Rennes, le 6 octobre 2014.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

L'accord est complété par une annexe ainsi rédigée :

« ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale)

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »